



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 30 JANVIER 1982

N° 148

PRIX : Antilles 2 F  
France 3 F

## Editorial

### LES « ERREURS » COLONIALES DU GOUVERNEMENT MITTERRAND

Comme pour l'annonce des cantonades, la gauche s'est trouvée prise par surprise avec l'annonce des découpages nouveaux pour les prochaines cantonales. On a alors entendu, une fois de plus, le camp de la gauche pleurnicher et celui de la droite ricanner.

C'est à croire que le gouvernement réserve toutes ses mauvaises surprises à la gauche (progressistes, socialistes, communistes)

Ceux-ci bien sûr ne restent pas sans réagir. Ils rechignent, protestent et... soutiennent le gouvernement de gauche le « symbole de l'entêtement jusqu'à la victoire des travailleurs » (Darsières) !

Nous ne sommes pas sûrs que les travailleurs français se sentent tant que cela au pouvoir, quand ils voient, depuis huit mois, le gouvernement refiler toutes sortes de cadeaux aux capitalistes et ne pas prendre la moindre mesure économique un peu audacieuse en faveur des travailleurs.

Par contre, on a vu comme les capitalistes, les possédants, les riches, tous ces gens très pourvus de tout, crier, tempêter, dès qu'on faisait mine de loucher vers leur portemonnaie. Et chaque fois le prétendu « gouvernement des travailleurs » (selon Darsières) a reculé et s'est écrasé !

Alors quoi d'étonnant que dans « les écuries » cela se passe aussi de la même façon. Les colonies ne voudraient tout de même pas que le gouvernement y fasse une politique plus à gauche que dans la « maison » !

Que Daninthe, Darsières, Régis, Salpêtrier et d'autres s'achètent de grands mouchoirs parce qu'ils n'ont fini ni d'être déçus, ni de pleurer.

Mitterrand est un vieux politicien qui a été onze fois ministre. Il s'y connaît en entourloupettes et double langage en tout genre !

Quand au fond il faudrait être très optimiste pour attendre de quelque gouvernement bourgeois français que ce soit qu'il abolisse ici le colonialisme et en supprime les racines. Puisque celles-ci sont dans la société capitaliste elle-même.

Cela, c'est l'affaire des peuples de Martinique et Guadeloupe. Et pour que l'émancipation nationale des Antilles soit en même temps l'émancipation sociale de la population, il faut que les travailleurs et tous les Noirs pauvres refusent de placer leurs espoirs dans des partis qui ne savent que pleurnicher quand le pouvoir ne cesse de les taper et de les ridiculiser.

Les épisodes actuels ne sont pas dûs au hasard. C'est volontairement que le gouvernement fait ces « erreurs ». Il a fait un choix ; celui de ne favoriser en rien les tendances « nationales » naissant ou existant aux Antilles et même pas au sein même de la gauche. Le bilan est clair : les « Guadeloupéens » du P.s avec Proto en tête ont été mis au pas, les cantonales ont donné satisfaction

Suite page 2

## MITTERRAND « RASSURE » LA DROITE



En recevant les parlementaires des « DOM », Mitterrand en a profité pour rassurer ces élus et partant, les milieux réactionnaires de nos pays. Il n'y aura pas de « largage » des « DOM ».

Après la décision d'organiser les élections cantonales en mars 82 sans attendre l'élection à l'assemblée départementale, voilà une nouvelle prise de position qui ira droit au cœur des départementa-

listes de tout poil, d'un lobby capitaliste béké et français, de tous ceux qui craignent que le moindre changement n'ouvre une brèche qui mettrait quelque peu en danger leurs privilèges.

Il est de plus en plus clair que le gouvernement « socialiste » de Mitterrand n'entreprendra dans nos pays aucun changement véritable. En tout cas cela devient un peu plus évident chaque jour

pour plus de monde.

En particulier, les travailleurs deviennent de plus en plus sceptiques, l'espoir que beaucoup avaient mis dans l'avènement d'un pouvoir de gauche en France s'estompe... Il n'y a pas plus d'emploi, pas plus de terre aux mains des paysans, la seule alternative du chômage, reste l'émigration. Dans les luttes, les travailleurs n'obtiennent pas davantage gain de cause... que lorsqu'ils se battent avec plus d'acharnement. Comme avant, quoi ! Les travailleurs de la SCEFA en savent quelque chose, eux, qui depuis deux mois sont en lutte pour améliorer leurs conditions de travail. Ceux de l'hôpital psychiatrique auront dû se battre durement et longuement pour obtenir un droit garanti pourtant par le gouvernement et le parlement socialistes : le respect de la loi d'amnistie.

Pour les travailleurs de nos pays cela a un sens. Le gouvernement leur signifie par son attitude qu'il ne saurait impunément les laisser se battre, occuper les entreprises, certaines terres, remettre en cause un tant soi peu la propriété privée des capitalistes...

Rassurer les parlementaires de gauche comme de droite, rassurer le lobby béké, le lobby réactionnaire, c'est en même temps donner un avertissement aux travailleurs, et à toute la population des Antilles. C'est leur dire : attention nous ne sommes pas prêts à satisfaire toutes vos revendications et toutes vos aspirations.

Suite page 2

## CAPESTERRE BELLE-EAU : OCCUPATION DE LA SCEFA : FAIRE FONCTIONNER L'ENTREPRISE A LEUR PROFIT, C'EST LE DROIT DES TRAVAILLEURS

L'intervention d'un médiateur dans le conflit de la banane n'a rien donné comme résultats. La situation est donc revenue au point de départ : patronat et syndicat sont dos à dos. Finalement, les termes de la médiation n'ont pas été exécutoires comme cela est prévu en cas de conflit. C'est donc Max Martin qui a eu le dernier mot, ce qui prouve que lorsqu'un patron refuse de céder, les moyens de pression sont inefficaces.

C'est d'ailleurs ce que les ouvriers de la SCEFA ont compris puisqu'ils ont occupé les terres de Max Martin, et vendent les bananes récoltées.

Les syndicats UTA et UPG ont adressé une lettre ouverte à François Mitterrand ainsi qu'au ministère compétent, lettre qui regroupe un certain nombre de propositions concernant la restructuration de l'entreprise de Max Martin. Selon ces syndicats, les 450 ha de terres de la SCEFA sont mal gérées, et ils réclament qu'une partie de ces terres soit reorganisée en coopérative. Les autres propositions font appel à l'aide technique dont bénéficient certaines associations de

planteurs telles la SICA, ASSO BAG, et au contrôle de l'entreprise par des responsables désignés par la préfecture.

De telles propositions, même si elles étaient prises en compte par les organismes compétents, ne peuvent remplacer le contrôle des travailleurs.

Pourquoi faire appel à cette réorganisation sous la houlette de l'administration ?

Mounien, dirigeant de l'UTA qui est partisan de l'indépendance aurait-il plus confiance dans l'administration coloniale que dans la capacité des travailleurs à prendre en main les plantations ?

C'est bien là la limite de l'action telle qu'elle a été dirigée par le syndicat UTA. Cette action doit soit aboutir aux mains de l'état colonial (par préfecture interposée), soit en rester là.

Si les travailleurs de la SCEFA occupaient les terres de Martin sous leur propre direction, ils pourraient les prendre en main et les travailler à leur profit. Et ils pourraient tenir le temps qu'il faut pour faire céder Martin. En cas d'impossibilité d'accord avec Martin, il y a moyen de

prendre en main totalement les plantations.

Mais si l'ASSOBAG et les autres planteurs ne veulent pas expédier les bananes, il y a moyen de transformer ces champs en plantations d'ignames, de concomres, haricots, melons, patates, de faire des prés d'élevage, de façon à nourrir la population.

Cela, les travailleurs peuvent l'organiser eux-mêmes. Ils n'ont pas à attendre ou à mendier une décision favorable du préfet ou même de Mitterrand.

L'UTA ne peut pas proposer cela aux travailleurs car cela suppose que ceux-ci s'organisent eux-mêmes et dirigent eux-mêmes leur lutte jusqu'au bout.

Mais quelle que soit l'appréciation qu'on peut porter sur la direction de la grève de la SCEFA par l'UTA, nous appelons tous les travailleurs de Capesterre et toute la population à soutenir les travailleurs en lutte.

Un premier geste simple : acheter et manger les bananes vendues par les grévistes.

## GUADELOUPE LE RPG : RIEN DE NEUF

Réunis le 9 janvier à Basse-Terre, un certain nombre de conseillers généraux et le député M. Esdras, ont fondé le RPG (Rassemblement Populaire pour le Progrès de la Guadeloupe).

Ce rassemblement, c'est le cas de le dire, regroupe toute une brochette de gens inquiets pour leurs mandats de conseillers, et pour tous leurs privilèges.

Les Saman, Letang, Koury, Chamougon ont soutenu le 10 mai, Valéry Giscard d'Estaing qui fut battu. Ce soutien ils l'ont porté avec trop d'ostentation, pour actuellement retourner leur casaque sans faire rire.

Les 14 et 21 mars prochains, craignant d'être en difficulté pour conserver leurs sièges devant les candidats soutenant le nouveau pouvoir, alors ils se mettent ensemble afin d'élaborer une défense commune.

C'est aussi un moyen pour eux d'avoir plus de moyens de s'opposer à tout changement, si changement il y a. C'est là, la seule ligne politique du RPG. Ils font plus confiance à un état français fort pour assurer la défense des riches et des privilèges contre le mécontentement ou même le coup de colère des pauvres.

Ils sont pour cela départementalistes français car en tant que Guadeloupéens aisés ou riches ils ont peur des masses de leur propre peuple.

## MITTERRAND « RASSURE » LA DROITE

Suite de la page 1

Et en effet, il faut se rappeler que le gouvernement est composé d'hommes comme Mitterrand ou Defferre qui en matière coloniale ont une longue pratique de tromperies, de ruse et de répression. Tous les deux ont joué un rôle important dans la politique impérialiste de la France dans les colonies à différentes périodes. Et tout l'appareil d'état français est composé de ces vieux rou-tiers de gauche ou de droite, rompus aux « affaires coloniales »... Ces gens-là en bons représentants des intérêts bourgeois français ne reculeront pas devant la répression la plus brutale, la plus sanglante, même si ils savent qu'après il faudra admettre que ces pays accèdent à l'indépendance politique.

Pour ces gens-là, il s'agit avant tout de faire taire les travailleurs, les pauvres et il ne s'agit surtout pas de toucher aux couches privilégiées. Le gouvernement leur offre toute garantie pour le maintien du système capitaliste, ici comme en France.

Et ce n'est pas tant l'Autonomie ou l'Indépendance des Antilles que craint la bourgeoisie française, mais surtout la révolte des masses, celle-là même qui pourrait remettre fondamentalement en cause la propriété privée des bourgeois. Cela, l'impérialisme français tout comme n'importe quel impérialisme, ne peut l'admettre. Il a une responsabilité face à la classe possédante.

C'est en défenseur de cette classe qu'agissent les hommes politiques « socialistes ».

Les patrons applaudissent Delors, ministre de l'Economie en France. Aux Antilles Emile Maurice et Bernier applaudissent aux dernières décisions du gouvernement français... Cela est significatif. « Dis mois qui t'applaudit, je te dirai qui tu es »...

Alors les travailleurs ont toutes les raisons de redoubler de méfiance envers cette gauche.

Plus Mitterrand rassure le beau monde, plus cela doit sonner aux oreilles des travailleurs comme une menace contre eux et contre leurs intérêts.

## MARTINIQUE

# VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DES BANQUES !

Après avoir à trois reprises appliqué l'horaire de 35 h en faisant des grèves de 2 h 30, les travailleurs des banques ont annoncé qu'ils se mettaient en grève générale non limitée à partir du jeudi 28 janvier 10 h.

Les employés ont pris cette décision après que les patrons des banques leur aient annoncé que leurs jours de grève seraient retenus sur leur paie. Or les travailleurs réclament également le paiement des jours de grève.

L'Association Française des Banques, qui regroupe les patrons des banques, n'a jusqu'à présent rien cédé aux exigences des travailleurs. Ceux-ci, qui font 37 h et demie, réclament l'application immédiate de la semaine de 35 h, et trois après-midi de libre par semaine. Ils insistent sur le fait que cet horaire ne générerait nullement la clientèle, puisque les autres après-midi seraient assurés par du personnel nouveau que les banquiers devraient embaucher.

En effet, ils estiment avec raison que l'application des 35 h permettrait l'embauche de nombreux chômeurs, et ils se déclarent même prêts à faire une concession sur leur salaire en échange d'une réduction de leur horaire (ils abandonneraient ainsi à la direction 6 des 10 % de leurs prochaines augmentations). Selon eux, cette concession salariale faciliterait à la direction l'embauche de personnel supplémentaire, et surtout par ce geste, ils tiennent à montrer au public que leur désir de permettre l'embauche de chômeurs est réel et qu'ils ne sont pas seulement « intéressés ». Ils veulent par là faire échec à la campagne de dénigrement qui a été lan-

cée à leur rencontre par les patrons des banques relayés par la presse coloniale et par une certaine presse nationaliste comme le journal *Le Naïf*, campagne tendant à les présenter comme des « privilégiés » qui réclament de nouveaux « privilèges ».

Il va de soi que cette campagne est avant tout destinée à servir les intérêts des patrons qui craignent par dessus tout que le mouvement de revendication des 35 h applicables immédiatement se généralise et gagne d'autres secteurs que les banques. L'ensemble du patronat est effrayé à l'idée que la grève des banques serve d'exemple à d'autres catégories de travailleurs.

Mais les banquiers sont parmi les patrons les plus riches, et la concession de salaire que proposent les employés pour l'embauche de nouveau personnel n'a vraiment pas lieu d'être. Car il faudrait surtout que les patrons prennent sur leurs importants profits pour satisfaire ces revendications. Il n'y a pas de raison que ce soient les travailleurs qui paient, alors que ce sont eux qui font marcher les banques et qui font rentrer l'argent dans les coffres-forts des banquiers. Les travailleurs des banques sont d'ailleurs bien placés pour savoir quels capitaux sont quotidiennement amassés par leurs patrons grâce à leur travail.

Cette grève des employés de banque doit avoir le soutien de tous les travailleurs. En réclamant le temps de vivre, de travailler moins pour les patrons, et en permettant ainsi l'embauche de chômeurs, les employés des banques ont tracé une voie à suivre.

## SUITE DE L'EDITORIAL

à la droite, le découpage a l'air de les arranger, FR3 vient de suspendre en Martinique une émission où la gauche officielle se taillait une bonne part. Alors fortuit tout cela ? Non ! C'est trop répété pour être le fruit du hasard.

Alors ! Quelles conclusions vont tirer les militants, électeurs et sympathisants des partis communistes, progressistes et socialistes de Guadeloupe et Martinique ? On verra bien !

## PAS DE TREVE POUR LES PRIX

Le prix de l'essence vient de faire un bond : 10 centimes d'un coup, ce qui porte en Martinique le litre de super à 4,08 F et d'ordinaire à 3,93 F. Et l'on nous annonce que ce n'est que la première augmentation de l'année. Autrement dit, d'autres ne tarderont sans doute pas à suivre.

L'indice des prix à la consommation en Martinique a augmenté de 1 % (officiellement) en décembre, ce qui porte à 15,4 % l'augmentation du coût de la vie pour l'année 81. Tout au moins d'après ce que disent les statistiques officielles, car chacun peut constater que les hausses sont souvent bien supérieures à ce qui est donné.

Les salaires, pendant ce temps, n'ont pas suivi le même rythme, et le pouvoir d'achat des travailleurs baisse tous les jours.

Le gouvernement a annoncé un certain nombre de mesures destinées, a-t-il dit, à enrayer cette hausse. Cela a d'abord été l'arrêté du préfet bloquant soi-disant certains prix à leur taux du 1<sup>er</sup> décembre. Mais comme cet arrêté a été pris début janvier, on voit mal comment aurait pu être annulée l'augmentation survenue depuis le 1<sup>er</sup> décembre ! D'autre part, le préfet peut bien prendre tous les arrêtés qu'il veut, il n'y a généralement pas grand-monde pour aller contrôler ce qui se passe dans les magasins et au niveau des importateurs.

Deuxième mesure, qui vient d'être annoncée : l'application aux DOM de la campagne « trêve des prix » entreprise depuis le 15 janvier en France. Cette campagne a pour but d'inciter les détaillants à bloquer certains de leurs prix, en bénéficiant en échange d'une publicité organisée par le gouvernement et qui devrait leur amener en principe davantage de clients. Mais telle qu'elle se présente déjà en France, cette campagne est purement et simplement du bidon. D'ailleurs très peu de petits commerçants ont été tentés par la « trêve des prix » proposée par le gouvernement et qui se traduit en fait pour eux par une réduction de leur marge bénéficiaire puisque c'est surtout au niveau des grossistes et des usines que les prix augmentent, et que ceux-là, personne ne leur demande de faire une « trêve des prix ». En réalité cette campagne a surtout pour but de désigner les petits commerçants comme bouc émissaires, et peut-être aussi de préparer les travailleurs à de futurs blocages de salaires, le gouvernement pouvant prétendre qu'il fait des efforts pour bloquer les prix.

L'application de cette campagne aux DOM n'aura certainement pas plus de succès qu'en France. Les petits détaillants n'y ont aucun intérêt, quant aux gros commerçants et aux importateurs qui détiennent ici le monopole du commerce, ils n'en ont rien à faire. Si des arrêtés préfectoraux ne leur font pas baisser leurs prix, ce n'est pas un appel à leur bonne volonté qui le fera !

En tous les cas, le gouvernement fait preuve d'une belle hypocrisie : tandis qu'il augmente les prix de l'essence et autres d'un côté, de l'autre il jure la main sur le cœur que son plus cher désir est de bloquer les prix.

C. Goya

## Communiqué

Un comité martiniquais de Solidarité avec les peuples de la Caraïbe et d'Amérique Centrale a été constitué en Martinique.

Au cours d'une assemblée générale qui a eu lieu le samedi 19 décembre 1981 au théâtre municipal.

Le Comité s'est fixé pour tâche de :  
— dénoncer les manoeuvres de domination économique et idéologique américaines et toutes les atteintes aux droits de la personne humaine dans la Caraïbe et l'Amérique Centrale.

— développer un soutien actif aux peuples de notre région en lutte contre les régimes dictatoriaux.

— d'assurer une nécessaire solidarité, consciente de tout ce qui unit les peuples de notre région.

Le Comité a déjà sorti son 1<sup>er</sup> bulletin d'information. L'adhésion au Comité se fait sur une base individuelle.

(Pour tout contact : Mme Mina RENEAUME - Tél. 71.77.38

## JOURNÉE « PORTES OUVERTES » A EDF- MARTINIQUE : L'ENVERS DU DECOR

La direction d'EDF-MARTINIQUE a organisé le lundi 25 janvier une « journée portes ouvertes » à l'usine de Pointe des Carrières. A cette occasion, le syndicat CGTM a publié le tract, ci-dessous :

« La direction du Centre E.D.F. Martinique a invité les élus à une journée Portes Ouvertes. Mais les portes en question ont été triées sur le volet et choisies à dessein.

« Vous comprendrez que si nous accueillons favorablement une journée portes ouvertes, nous ne pouvons cautionner une opération « tape à l'oeil » ayant pour but de masquer les vrais problèmes.

« — Au district de Trinité, des centaines de demandes de branchement attendent pendant des mois sans réponse : il manque du personnel.

« — Les pannes sur le réseau se multiplient. L'entretien est pratiquement inexistant faute de personnel.

« — A 50 mètres des locaux luxueux de l'O.C.C. que vous visitez, 130 agents subissent les pires conditions de travail : bruit, chaleur, trépidations, gaz toxiques.

« — A 50 mètres, dans l'usine, des ouvriers travaillent jusqu'à 80 heures par semaine à la réparation des moteurs.

« C'est inadmissible, mais la direction fait référence à l'intérêt « du service public » ! Manque d'effectif - Refus d'embaucher surtout !

« Ainsi nous disions dans un tract publié récemment : « Dans les asiles psychiatriques, un malade sur cinq est victime du bruit : effet des décibels :

- au-dessus de 60 dB, l'ouïe peut être détériorée

- au-dessus de 90 dB, traumatismes auditifs certains

- au-dessus de 110 dB, lésions irréversibles dans l'oreille.

- au-dessus de 140 dB, rupture du tympan.

Nous ne sommes jamais sûr de pouvoir produire la quantité d'énergie nécessaire à la population.

Jusqu'ici les délestages, c'est-à-dire, les coupures de courant décidées par la direction, ne sont pas régulières. Mais tout indique que cette situation va en s'aggravant, quoique depuis 3 ans nous en cessons d'attirer l'attention de la direction sur ce problème, car la production effective est insuffisante, les machines défectueuses sont sans cesse en panne et nous devons continuellement les réparer.

Et pour vérifier nos dires, nous vous invitons à visiter cette partie de l'usine pour que vous puissiez voir concrètement les conditions dans lesquelles travaillent un tiers du personnel.

Cela vaut mieux que de longs discours.

Le 25.01.82

## FORT-DE-FRANCE SOCALTRA (DELATTRE-LEVIVIER) NOUS NE SOMMES PAS COURSIERS !

De futurs marchés apparaissent à l'horizon : le CES de Saint-Joseph et la construction de l'usine EDF à Bellefontaine, et les requins de l'argent se montrent très agressifs pour obtenir ces marchés. Rein en fait partie.

A une réunion des délégués du personnel, il a demandé aux délégués de faire des démarches auprès du conseil général et de la préfecture afin que ce soit lui qui emporte ces marchés. Il déclarait qu'il était en concurrence avec Diarte sur Saint-Joseph et avec Ercam sur Bellefontaine, et même qu'il craignait que des entreprises extérieures viennent lui rafler le boulot avec des charpentes importées.

Rein voulait donc que les délégués entrent dans ses considérations et partagent ses soucis ! Mais les délégués ont refusé.

Les ouvriers ont suffisamment de soucis pour ne pas se charger des siens - d'autant plus qu'il connaît les bonnes adresses à la préfecture, on l'a vu pendant la grève !

## A LA SECTION FROID, LES PROFITS NE SONT PAS GELES

La direction a licencié un ouvrier de la section froid qui était sous contrat en prétendant que cette section n'était pas rentable.

Mais dans le même temps elle a embauché dans cette même section deux jeunes en contrat-formation, dans le cadre du 3<sup>e</sup> pacte pour l'emploi.

Ne croyez pas que le souci de Rein soit de leur apprendre à travailler. Ce qui le préoccupe surtout c'est de ne pas payer de charges sociales et de verser les plus maigres salaires possible.

## FORT-DE-FRANCE SECURITE SOCIALE DISCOURS ET PETITS FOURS, POUR INAUGURER LA CAMPAGNE D'HYGIENE BUCCO-DENTAIRE.

Sur l'initiative d'un original de la sous-direction des Assurances sociales (A.S.) toute une brochette de responsables de l'administration coloniale s'est retrouvée rassemblée dans le hall du centre de Desclieux, pour discuter sur l'hygiène bucco-dentaire.

Tous ces gens à l'aise et très inspirés y sont allés chacun de leur couplet, insistant remarquablement sur le fait qu'en Martinique la brosse à dent restait plus souvent qu'à son tour dans le fourreau,

et voilà le problème réglé. Mais si en France tout finit par une chanson, en Martinique, et singulièrement à la sécurité sociale, c'est par la boisson, des petits fours et le sentiment du devoir accompli que notre élite s'en est allée en s'étant sans aucun doute promis de se revoir dans des circonstances aussi agréables. Ils s'en sont mis plein la gueule !

## DES DISCOURS AUX ILES DU VENT

Tour à tour, préfet, inspecteur régional de la santé, président du Conseil général, direction régionale, et bien d'autres encore, ont parlé des bienfaits de leur administration. Et c'est sans aucun scrupule qu'ils ont tiré des bilans positifs, sans oublier d'attribuer les insuffisances, à des problèmes de mœurs et de mentalité propres au pays. Car monsieur Chevance, préfet colonial, lui-même déclara : « La brosse à dent est une bonne institution et je compte sur les mamans martiniquaises pour former à leurs devoirs les enfants et les adolescents ».

N'est-ce pas là une déclaration du meilleur cru colonial ?

## FORT-DE-FRANCE SECURITE SOCIALE LE MATERIEL : UN SERVICE ORIGINAL.

Eh bien oui, si on peut identifier un chef par la présence à ses côtés d'un adjoint, on peut donc dire que désormais, le service du matériel compte deux responsables.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a moins de problèmes bien au contraire. Car si de plus en plus, ce service tend à devenir une armée de généraux sans troupe, les problèmes sont légion. Récemment deux manutentionnaires ont été licenciés. Bien qu'à l'organigramme on en compte cinq, et il n'y en a qu'un seul en réalité. Chez les chauffeurs, quand il y en a un qui manque, c'est celui d'à côté qui fera le travail de deux. Quant au magasin, les livraisons sont constamment remises pour cause d'indisponibilité de la fourgonnette.

Comme on le voit les problèmes ne manquent pas au service du matériel, mais les responsables non plus. Alors il faut croire qu'ils ne sont pas au bout de leurs peines, et que ce n'est pas demain la veille qu'ils trouveront des solutions !

## LA DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE NOUS VOLE

Depuis novembre déjà, l'application des 39 heures de travail est en vigueur à la Caisse. Mais dans le même temps on continue à exiger de nous le même ren-

dement dans le travail sans que le personnel ait été augmenté.

La direction de la Caisse, si avare quand il s'agit de négocier un « pont » avec les syndicats, nous montre ses longues dents et son appétit quand il s'agit de nous grignoter des avantages.

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE. DU PRIVÉ QUI RAPPORTE.

Le secrétaire du syndicat des médecins a révélé à la radio que certains médecins recevaient en deux demi-journées à leur service privé autant d'argent sinon plus que ce qu'ils percevaient de l'hôpital.

On comprend alors tout l'intérêt que portent bon nombre de ces messieurs à leur service privé qui fonctionne gratuitement avec le matériel et le personnel de l'hôpital. Et on comprend que cet intérêt matériel ait poussé certains jusqu'à faire des trafics pour augmenter le nombre de consultants à leur service privé. Ou encore à s'engueuler avec d'autres responsables accusés de saboter leur service !

## GUADELOUPE USINE DE GROSSE MONTAGNE DU TEMPS POUR VIVRE OUI ! MAIS AUSSI DES SALAIRES DECENTS.

Dès la prochaine récolte nous allons travailler 39 heures par semaine, et de ce fait une quatrième équipe va être embauchée. De plus nous pourrions également bénéficier de deux jours de repos compensatoires. Nous aurons ainsi un peu plus de temps libre. Mais pour que ces diminutions d'horaire constituent une réelle amélioration pour nous, elles ne doivent pas entraîner une diminution de la paye.

Nous pouvons à la fois avoir du temps de repos supplémentaire et des salaires décent. En attendant nous pourrions réclamer au moins ce que nous gagnons en moyenne au cours de la récolte.

## C'EST LA DIRECTION QUI EST RESPONSABLE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Récemment un de nos camarades a reçu sur la tête un seau rempli d'un produit. Il en a écopé d'une blessure, heureusement pour lui pas trop grave.

Au moment de l'accident il ne portait pas son casque de protection et cela a suffi pour que les patrons s'en lavent totalement les mains.

Notre camarade n'a certes pas raison de ne pas porter son casque. Mais que

les patrons de Grosse-Montagne se croient totalement blanchis de ce fait et veuillent même le culpabiliser, cela relève d'un sacré toupet. Car ce sont eux qui en continuant à nous faire travailler dans une usine vétuste, nous font journalièrement courir des risques. Nos camarades tués ou estropiés à l'usine les années passées en sont bien la preuve. Alors au lieu de nous faire porter la responsabilité en cas d'accident, les patrons devraient, eux, nous garantir des conditions de travail et de sécurité en rapport avec notre époque.

## GUADELOUPE BATIMENT C.F.T. : SERVONS NOUS DES TOILETTES DES CHEFS.

Nous, les ouvriers, nous n'avons pas de toilettes.

Seuls les cadres peuvent utiliser les lavabos et les WC. Nous sommes obligés d'aller dans la nature pour nous soulager. C'est révoltant.

Il faudrait que nous décidions d'aller tous utiliser les toilettes réservées.

## C.F.T. : SEULE LA LUTTE PAYE !

Le licenciement de nos huit camarades a été accepté par le ministère du travail.

Nous avons fait confiance à toutes sortes d'instances, inspection du travail y compris, qui sont impuissantes face aux patrons.

Il est clair que nous ne devons maintenant compter que sur notre lutte.

## EDF-GUADELOUPE CE QUE LA DIRECTION ANNONCE N'EST PAS CE QUE NOUS CONSTATONS.

La direction vient d'annoncer que de nouveaux postes avaient été créés pour renforcer les équipes attachées aux dépendances du nord et du sud (Saint-Martin, la Désirade, Marie-Galante et les Saintes). Cette création de postes permettra de faire deux équipes.

Pour l'instant nous sommes toujours la seule équipe composée de 6 personnes.

Toujours la même musique : des promesses, des promesses.....

## SIG UN MAITRE BLANC BIEN PEU RECONNAISSANT.

Il semble que Tavernier, le directeur blanc, veuille se débarrasser d'Elise son sous-directeur...

Voilà Elise bien mal récompensé pour son attitude de « nèg a blan » au service de Tavernier et pour son zèle contre les travailleurs de l'entreprise...

## MAUVAISE SANTÉ DE L'ÉCONOMIE EN GUADELOUPE

Quand on regarde les chiffres sur la situation économique de la Guadeloupe, on ne peut que tirer la conclusion d'une situation catastrophique.

Voilà par exemple, les chiffres sur l'échange commercial entre la Guadeloupe et l'extérieur sur 1979 et 1980 :  
**Importations : 2539,7 millions F en 1979, 3073,6 millions F en 1980**  
**Exportations : 482,1 M.F. en 1979, 446,1 M.F. en 1980**  
**Déficit : -2057,6 M.F. en 1979, -2627,5 M.F. en 1980.**

Les exportations ne couvrent les importations qu'à 18,98 % en 1979, et cela s'aggrave en 1980 puisque ce taux de couverture tombe à 14,51 %.

Tout cela représente des chiffres abstraits derrière lesquels il y a tout de même une réalité. La seule possibilité de payer ces importations vient des « transferts publics », c'est-à-dire l'argent versé par l'Etat français pour les fonctionnaires. Ces dépenses de fonctionnement et d'équipement sont devenues une nécessité ces dernières années pour favoriser le développement commercial aux Antilles.

Mais si pour une raison quelconque l'argent qui entre ainsi diminuait ou perdait de sa valeur en proportion importante, cela voudrait dire que la production locale ne permettrait que d'avoir un niveau de vie très bas, beaucoup plus bas que celui d'aujourd'hui.

Le raisonnement des départementalis-

tes c'est de dire : « sans la France on ne peut rien faire ». Si l'on compte tout le pillage qui a eu lieu au cours des siècles ici, comme dans d'autres colonies, on pourrait plutôt dire que sans ce pillage la richesse des bourgeois français ne serait pas la même.

Mais sur le présent, il est faux de dire que « sans la France » etc... car il y a là un danger extrême à tenir ce raisonnement. La situation économique a changé aux Antilles. Pratiquement les productions locales ne comptent plus pour grand chose dans la situation économique. Nous sommes devenus un marché, et un lieu de commerce et de services. Les fonctionnaires achètent et font marcher le commerce, ajoutons à cela quelques touristes, visiteurs, congressistes en tous genres et puis c'est tout. Il y a bien sûr une très faible agriculture locale qui n'est rien en comparaison de l'importance des importations alimentaires dans ce pays (2<sup>e</sup> poste après l'importation des produits énergétiques et en concurrence avec les voitures !)

Si la crise conduit l'état français à diminuer les transferts de fonds vers les Antilles, la conséquence sera très grave : diminution immédiate du niveau de vie, ralentissement du commerce et grave pénurie alimentaire.

Cela pourrait-il arriver ? Si la crise continue l'état va se trouver en France même obligé de répondre à toutes sortes de demandes de « subventions » (voir

les agriculteurs qui ne cessent de manifester contre tels ou tels prix jugés trop bas !), si le chômage continue d'augmenter il atteindra un niveau où les aides d'Etat seront plus difficiles à donner. On ira vers un régime d'austérité qui visera évidemment non pas les capitalistes mais les travailleurs, et ceux des Antilles comme ceux de France ! Alors on aura beau être « fonctionnaire » ou employé d'un service public, d'une banque ou de l'EDF, on n'aura pas pour autant l'assurance d'un bon revenu.

En cas de crise, les populations des Antilles seront particulièrement vulnérables.

La modernisation des circuits commerciaux fait qu'ils vivent plus de ce qui vient de l'extérieur et dans une proportion très grande que de ce qui est produit ou fabriqué sur place. Cette dépendance est grosse de dangers et de catastrophes pour l'avenir !

Il est encore temps de remédier à une telle situation en prenant nous mêmes, en main la population des Antilles et la gestion de nos îles.

En particulier, les couches pauvres de ces populations ont intérêt à le faire, car en cas de crise, elles souffriront plus gravement encore que les autres ou que les riches. Car ceux-ci pourront toujours aller chercher ailleurs ce qui leur manquera ici.

G.R

## UN MILITANT DU GLA

## A NOUVEAU INQUIETE

## Non à la répression

## coloniale !

Alain Gamby, ce militant du GLA qui avait bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire du GLA, a été convoqué par la brigade de recherches de la gendarmerie de Pointe-à-Pitre le 15 janvier, pour y être interrogé au sujet d'une affaire de « braquage » manqué qui avait eu lieu à Capesterre en février 81.

Ce n'est pas la première fois que GAMBY est interrogé sur cette affaire. La justice coloniale, qui avait soigneusement mis ce dossier de côté, le ressort ces jours-ci. Elle voudrait inquiéter à nouveau ce militant du GLA qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

En tous les cas la vigilance s'impose pour que, sous le prétexte de cette affaire de « braquage », la répression ne s'abatte par sur Gamby.

## L'ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE MARTIN LUTHER KING : UNE OCCASION DE CELEBRER LE MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES



Martin Luther King est né un 15 janvier. Le chanteur Stevie Wonder a appelé à une manifestation à Washington pour rendre hommage à King et pour exiger une fois de plus que le gouvernement américain fasse de ce jour un jour férié.

Pour beaucoup de gens c'est Martin Luther King qui représentait le Mouvement des Droits Civiques. Mais Martin Luther King lui-même n'a jamais voulu la fin de ce système capitaliste qui engendre le racisme. C'est pour cette raison qu'il a souvent pu être utilisé par les dirigeants du pays dans le but de canaliser le mouvement des droits civiques de façon à ce que celui-ci ne devienne pas une menace pour le système capitaliste lui-même.

Le fait même que les dirigeants américains refusent de fixer un jour pour rendre hommage à l'homme qui leur a servi pendant un temps, montre à quel point cette société est raciste en réalité.

Le mouvement des droits civiques des

années 50 et 60 fut l'époque où des milliers de Noirs, jeunes et vieux, se dressèrent et affrontèrent la police et les tribunaux pour combattre une société qui les humiliait.

Ce fut une époque où surgirent de nombreux combattants. Ce fut l'époque de Rosa Parks, la femme noire qui refusa de rester confinée à l'arrière des bus, et de Fannie Lou Hammer, militante du Mississippi ; celle des « marcheurs de la Liberté » des années 60 qui se battirent pour abolir la discrimination dans les bus Greyhound et Trailways ; et des milliers d'hommes et de femmes qui chantaient dans les marches et les manifestations : « Je n'ai pas peur de vos prisons car je veux ma liberté ».

Le Mouvement des Droits Civiques fut pour des milliers de gens la découverte qu'ils pouvaient eux-mêmes, par leur propre action, changer leur vie.

Reproduit de « Spark », journal trotskyste américain

## A FR3 COMME POUR LES CANTONALES, LA GAUCHE LOCALE BATTUE ET CONTENTE

Monsieur Beaudza, chef des services de FR3 vient de faire connaître par lettre aux intéressés et à nous mêmes que l'émission radiodiffusée « Point de vue de la presse » est suspendue jusqu'au 22 mars.

Nous avons déjà protesté contre le fait que ni nous ni aucun autre journal d'extrême gauche ne participait à ce « point de vue de la presse ». Il nous avait été répondu (par M. Mahé) que des dispositions seraient prises pour que puissions y avoir accès après aménagement d'une nouvelle grille. En matière d'aménagement on assiste à une « suspension ». En est-ce une, ou est-ce un « enterrement ». Nous ne saurions le dire.

On verra bien en mars. Mais il faut dire que les arguments pour la suspension sont d'assez mauvaise foi. Ce serait parait-il la proximité des élections qui gênerait. Car cela favoriserait les sensibilités politiques de gauche !!! Et Beaudza de parler d'« équilibre » entre les sensibilités. Entendez par là : la gauche progressiste, nationaliste, communiste, socialiste, parle trop et la droite pas assez : les pauvres ils n'ont que ce pauvre Mangattale pour parler pour eux ! Et en plus Combat Ouvrier et le GRS voudraient encore parler !

Les colonialistes tempêtent, rouspètent, téléphonent, chaque fois qu'une opinion plus ou moins anti-colonialiste ou de gauche passe à la radio ou à la télé. Mais les représentants de l'administration mitterrandiste ne s'en offusquent pas au contraire : ils cèdent de bon coeur et il en est à FR3 comme il en est ailleurs : voir l'histoire des cantonales, et du découpage.

Mais le plus drôle - si on peut dire - là dedans, c'est que les victimes (les partis de gauche qui soutiennent le gouvernement) ont beau recevoir des coups de pieds au bon endroit ils continuent à bomber les fesses de plus belle pour en recevoir d'autres.

On n'a qu'à lire la conclusion d'une pâle protestation très respectueuse du Progressiste sur la suppression de l'émission pour s'en convaincre.

A.R. sans doute le flamboyant et vindicatif... Régis (surtout quand il s'agit de ceux qui sont à sa gauche ou ne sont pas d'accord avec l'aplatissement du PPM devant le pouvoir), A.R. donc écrit : « malgré nos réserves (!), nous souhaitons franc succès aux deux innovations voulues par la direction de FR3 »

Voilà, il avait osé mettre en doute le bien fondé de la suppression de « Point de vue de la presse », mais après ces timides « réserves » il a peur d'être allé trop loin, le voilà donc qui s'excuse et s'aplatit tout plat et dit « Bonne chance, continuez à nous entourlouter », brave Régis, brave, colonisé pusillanime !

Mais le temps n'est pas loin où des hommes comme ceux-là auront avalé tellement de couleuvres et auront tellement honte de s'être comportés de cette façon qu'ils se lèveront encore plus violemment contre ceux-là mêmes dont ils baisent aujourd'hui la main.

Pour finir, disons que cette affaire de FR3 est une illustration parmi d'autres de l'attitude politique de la gauche envers le pouvoir.

Elle a persuadé des militants et certains de ses partisans que le pouvoir va

## LA DECEPTION CHEZ LES ELECTEURS DE GAUCHE... HOSTILITE A DROITE

Le gouvernement socialiste a déçu la gauche antillaise en annonçant sa décision de faire dans les DOM les élections comme en France, cédant par là aux pressions de la droite.

En France même, la déception causée par l'attitude du gouvernement de gauche qui n'apparaît guère différent du précédent gouvernement de droite s'est traduite au niveau de l'électorat. Lors des quatre élections législatives partielles qui ont eu lieu le 17 janvier, les électeurs de gauche ont préféré s'abstenir, ce qui a permis aux électeurs de droite d'envoyer quatre députés de droite au Parlement, et ceci dès le 1<sup>er</sup> tour.

L'hebdomadaire trotskyste français Lutte Ouvrière, dans son édition du 23 janvier, commente les résultats de ces élections :

*Malgré les dégrèvements, les cadeaux, la bourgeoisie n'a pas cessé de crier, de protester, de tempêter depuis sept mois. Et pour elle, cela a payé.*

*L'impôt sur les fortunes ? L'impôt sur les oeuvres d'art ? La réforme du droit des locataires ? Sur tous ces fronts, le gouvernement a reculé devant les protestations et les criaileries de la bourgeoisie. Et que dire de ces nationalisations, qui vont finir par coûter plus cher en indemnités que ce qu'elle pourraient rapporter en pouvoir économique à l'Etat ? Si même elles ont lieu !*

*Mais pour le gouvernement socialiste, cela n'a pas payé de ce côté-là. Les élections de dimanche le prouvent.*

*Le gouvernement vient pourtant de déclarer que, pour diminuer les patentes, il va augmenter la TVA, c'est-à-dire faire payer à l'ensemble des consommateurs une diminution des impôts de la bourgeoisie, grande et petite.*

*La bourgeoisie n'a pas de raisons de dire qu'elle est satisfaite par les cadeaux et les courbettes de Mauroy. A un larbin, quand on est content, on ne dit rien ; et quand on est mécontent, on lui botte les fesses.*

*En fait, par sa politique, le pouvoir de gauche prépare le retour de la droite. Car le plus grave c'est que, dans le même temps, cette politique déçoit les travailleurs et l'électorat de gauche. C'est-à-dire les seules forces sur lesquelles il*

*pourrait s'appuyer, non seulement dans les élections, mais tous les jours, pour imposer les changements véritables dans la situation de la population... et faire taire la bourgeoisie.*

*Voilà ce qu'ont montré les partielles de dimanche : l'hostilité irréductible des électeurs de droite et la déception des électeurs de gauche. Et c'est surtout de cette déception dont le gouvernement socialiste n'a pas de quoi être fier.*

### GUADELOUPE RACISME OFFICIEL

#### AU TRESOR

Lors du départ du Trésorier payeur de Guadeloupe, nous avons écrit dans le numéro du 23 janvier de Combat Ouvrier à quel point il y avait du racisme dans cet organisme officiel.

Le même samedi, le journal *Le Progrès Social* écrit lui aussi un article pour dénoncer certaines pratiques scandaleuses qui ont cours au sein de cet organisme particulièrement « blanc » de tête.

Cette fois c'est le percepteur adjoint de Basse Terre qui a pris à partie et fait sanctionner une employée de son service. Laquelle a été ensuite mutée à Pointe à Pitre.

Il faut ajouter que pour être bien sûr que la sanction serait prise, l'employée a été mise en demeure par le percepteur de monter dans sa voiture pour ensuite comparaître devant le Trésorier payeur général.

De tels faits n'ont rien d'étonnant : le percepteur grossier et vindicatif est blanc, son chef qui distribue les sanctions est aussi blanc. La plupart des chefs du trésor sont blancs.

Cette situation a pris racine dès 1949 où alors seul le TPG était blanc. Par la suite on a exercé des pressions très fortes pour pousser les noirs à la retraite avant 60 ans en particulier ceux qui auraient pu avoir des postes de responsables.

C'est ainsi que depuis lors les cadres ont « blanchi » dans cette administration importante entre toutes, celle qui s'occupe des rentrées d'argent de l'état : on n'aurait quand même pas laissé des nègres s'occuper de ça, non !

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

**G. BEAUJOUR**

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

Claude Rocha